



**Conseil d'administration
du Programme
des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des
Nations Unies pour la
population**

Distr.
GÉNÉRALE

DP/CCF/CZE/1/EXTENSION I
11 novembre 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Première session ordinaire de 2000
24-28 et 31 janvier 2000, New York
Point 3 de l'ordre du jour provisoire
PNUD

PNUD : CADRES DE COOPÉRATION AVEC LES PAYS ET QUESTIONS CONNEXES

PROLONGATION DU PREMIER CADRE DE COOPÉRATION AVEC LA CROATIE

Note de l'Administrateur

1. Le premier cadre de coopération avec la République tchèque, portant sur la période de janvier 1997 à décembre 1999, a été approuvé par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 1997.
2. Les projets constitutifs du cadre de coopération actuel ont été prorogés au-delà de décembre 1999, conformément à la décision prise par l'Administrateur de reconduire jusqu'à la fin de décembre 2000 les allocations afférentes aux MCARB (montants cibles pour l'allocation des ressources de base), déjà approuvées pour la période allant de janvier 1997 à décembre 1999. Les priorités nationales en matière de développement n'ayant pas changé, les projets relevant du cadre de coopération restent d'actualité. Les consultations menées avec le Gouvernement et d'autres partenaires de développement ont permis de confirmer que le cadre de coopération demeure pertinent.
3. En outre, la prolongation de l'actuel cadre de coopération jusqu'à décembre 2000 permettra de disposer de suffisamment de temps pour procéder à un examen approfondi du cadre de coopération en 2000, et d'utiliser ainsi les enseignements tirés et les résultats obtenus aux fins de l'élaboration du prochain cadre de coopération. Le nouveau cadre de coopération devrait être soumis au Conseil d'administration à sa troisième session ordinaire de 2000 ou à sa première session ordinaire de 2001.
4. En conséquence, l'Administrateur recommande au Conseil d'administration d'approuver la prolongation du premier cadre de coopération pour la République tchèque pour une période d'un an commençant le 1er janvier 2000.
